

Note de réflexion 1 : Évaluer l'impact des mesures visant à limiter la propagation du COVID-19 sur l'activité et les dépenses

Introduction

La diffusion du coronavirus entre les pays a incité de nombreux gouvernements à prendre des mesures inédites pour contenir la pandémie. Ces mesures ont entraîné la suspension temporaire de l'activité de nombreuses entreprises et des restrictions généralisées sur les voyages et les déplacements.

Dans un environnement en rapide évolution, et en l'absence de données avérées disponibles en temps voulu pour mesurer le coup porté à la production, il reste extrêmement difficile d'évaluer avec exactitude l'impact de ces mesures sur l'activité économique globale. En mars 2020, peu après le début de la mise en place de mesures de confinement dans de nombreux pays, l'OCDE a publié des estimations destinées à fournir un premier repère à cet égard (OCDE, 2020a). Ces estimations de référence suggéraient que les suspensions d'activité pourraient avoir comme impact initial direct une baisse du niveau de la production estimée à environ un quart dans de nombreux pays, et que les dépenses de consommation pourraient potentiellement chuter d'environ un tiers. Elles étaient fondées sur des appréciations, fournies à titre illustratif, de l'impact potentiel des suspensions d'activité sur la production dans un certain nombre de secteurs et catégories de consommation, et reposaient sur l'hypothèse que les effets seraient les mêmes dans tous les pays. D'autres estimations prévoient que les suspensions d'activité mises en place dans plusieurs pays européens pourraient même provoquer des reculs de la production encore plus marqués, en fonction de la nature des mesures de suspension envisagées (Dorn et al., 2020a; Prades Illanes and Tello Casas, 2020).

La présente note prolonge, sous deux aspects, l'analyse qui a mené aux premières estimations de référence de l'OCDE. Premièrement, les estimations originales concernant la production ont été enrichies par la prise en compte des possibles effets indirects des suspensions d'activité sur d'autres secteurs via les chaînes d'approvisionnement. Des estimations de référence de l'impact potentiel des suspensions d'activité sur l'investissement productif ont été ajoutées aux estimations de référence des dépenses de consommation. Deuxièmement, la nature et la rigueur des mesures de confinement n'ayant pas été les mêmes dans tous les pays, on compare dans la présente note les estimations de référence initialement fournies à titre d'illustration avec les estimations et hypothèses de références retenues au niveau national par les instituts de statistique, banques centrales et établissements de recherche des différents pays, et avec les informations obtenues à partir de données récemment publiées. Les principales conclusions supplémentaires ainsi dégagées sont les suivantes :

- Les effets indirects s'exerçant par le biais des liens entre fournisseurs et clients pourraient accroître le choc direct sur la demande globale dans une proportion comprise entre 6 et 8 points de pourcentage, le choc direct s'appliquant sur les secteurs supposés directement affectés dans les estimations de référence initiales de l'OCDE. Sur cette base, le cumul des effets directs et indirects pourrait aboutir à une baisse totale de la production d'environ un tiers dans les grandes économies avancées, si les mesures d'endiguement de la pandémie y étaient partout totalement appliquées de la même manière.
- Le secteur manufacturier, dont l'intégration dans les chaînes de valeur est plus poussée que celle du secteur des services, est particulièrement touché par ces retombées, et accuserait un recul

d'environ 30 % de la production une fois les liens de fournisseurs à clients pris en compte, bien qu'on ait posé l'hypothèse que peu d'industries manufacturières soient directement fermées. Les producteurs de matériaux de construction, de métaux et d'équipements électriques sont parmi les plus touchés par ces effets liés aux chaînes d'approvisionnement.

- Globalement, on estime que les liens indirects pourraient amputer la production de quelque 17 % dans les secteurs n'étant pas directement affectés par les suspensions d'activité.
- Un coup sévère pourrait aussi être porté à l'investissement productif, qui pourrait potentiellement chuter d'environ 20 % dans certaines économies avancées s'il devait diminuer dans les mêmes proportions que la production dans les secteurs où l'on pose l'hypothèse d'une suspension d'activité totale ou partielle. Des effets supplémentaires pourraient également s'exercer via l'impact, sur les entreprises d'autres secteurs, du fléchissement de la demande et de la hausse de l'incertitude.
- Les enquêtes auprès des entreprises et les données mensuelles sur l'activité en mars et en avril confirment l'idée que les services ont davantage souffert que l'industrie, l'impact le plus important étant ressenti dans les activités d'hébergement et de restauration, les loisirs et la culture et le commerce de détail, comme supposé dans les premières estimations de référence. Les données d'enquête montrent aussi que dans certains pays, entre 20 et 30 % environ des entreprises ont fermé ne serait-ce que temporairement pendant la pandémie.
- Les estimations nationales et les analyses par scénarios de l'impact global des suspensions d'activité sont globalement conformes aux estimations de référence de l'OCDE en France, en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni, mais ne correspondent qu'à 50-60 % à l'estimation de référence faite pour l'Allemagne. Les différences entre les pays correspondent pour l'essentiel aux variations de la rigueur relative des mesures d'endiguement adoptées dans ces économies.
- On observe une très grande hétérogénéité de l'impact sectoriel des mesures d'endiguement tel qu'il ressort des estimations nationales ; cela étant, toutes prévoient un impact considérable sur les services d'hébergement et de restauration. Les principales différences avec les hypothèses de référence de l'OCDE concernent le commerce de gros et de détail, les activités professionnelles et les activités immobilières, où l'impact sur l'activité est, dans plusieurs pays, moins sévère qu'initialement supposé par l'OCDE. Pour l'Allemagne, le secteur de la construction constitue également une source importante de différences par rapport aux estimations de référence.
- Les secteurs dans lesquels des suspensions d'activité avaient été posées comme hypothèse aux fins des estimations de référence de l'OCDE représentent généralement entre 50 et 75% de l'impact global sur le PIB dans les estimations nationales de l'effet des suspensions d'activité. Comme, dans plusieurs pays, l'impact global sur l'activité retenu dans les estimations nationales est similaire à celui retenu dans les estimations de référence de l'OCDE, cela signifie que l'impact dans les secteurs pris en compte dans les estimations de l'OCDE pourrait être collectivement moins important qu'on ne le supposait, tandis que l'impact dans d'autres secteurs de l'économie (comprenant les effets indirects associés aux liens de fournisseurs à clients) pourrait être plus marqué.

Estimations de référence des effets potentiels d'une suspension généralisée de l'activité

Estimations de référence de l'impact direct des suspensions d'activité sur la production

Une estimation initiale, par l'OCDE, de l'impact direct potentiel d'une vaste suspension des activités a été publiée en mars (OCDE, 2020a), peu après que la plupart des économies avancées ont commencé à mettre en œuvre des mesures rigoureuses destinées à limiter la diffusion du virus COVID-19. Dans ces estimations, l'OCDE identifiait les secteurs qu'elle estimait le plus susceptibles d'être directement affectés par les mesures d'endiguement et pour lesquels la probabilité que des suspensions d'activité se produisent dans de nombreux pays était considérée comme suffisamment grande. Pour chacun d'entre eux, des hypothèses ont été formulées quant à l'ampleur de la réduction probable de l'activité, avec des reculs estimés de la production entre 50 et 100 %.

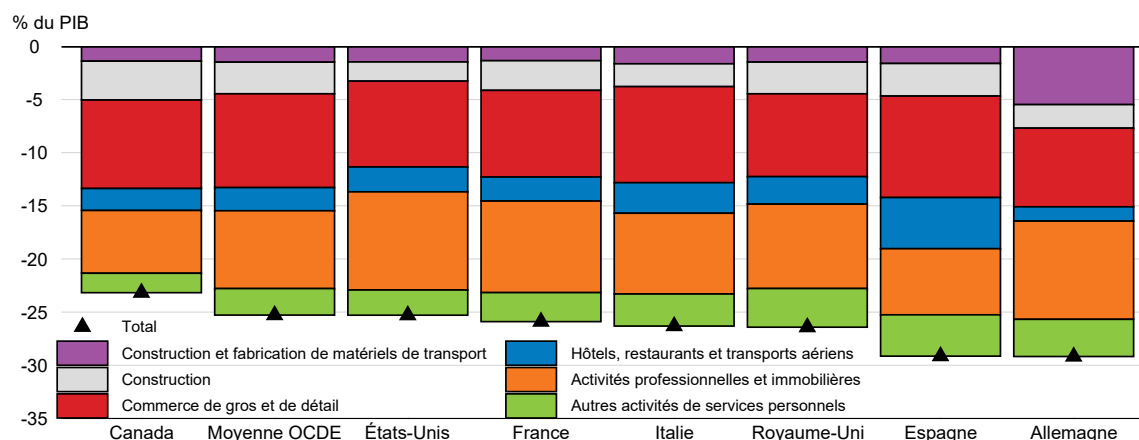
- Parmi les services, les activités impliquant des voyages, notamment le tourisme, et un contact direct entre les consommateurs et les prestataires, par exemple la coiffure ou l'achat de logements, allaient à l'évidence être durement touchés par les restrictions mises aux déplacements et par la distanciation sociale.
- La plupart des commerces, restaurants et cinémas allaient être fermés, même si les ventes à emporter et en ligne pouvaient dans certains cas empêcher une cessation d'activité complète.
- Les travaux de construction non essentiels seraient aussi durement frappés, soit à cause de mesures d'endiguement affectant la disponibilité de la main-d'œuvre, soit en raison de réductions temporaires de l'investissement.
- Dans le secteur manufacturier, généralement moins directement affecté par les mesures de distanciation, l'hypothèse de suspensions d'activité totales chez les producteurs de matériels de transport avait été retenue, essentiellement à cause des difficultés à se procurer les intrants nécessaires auprès de fournisseurs d'autres pays.

En supposant que les suspensions d'activité n'allaient être que partielles dans certains secteurs, et dans l'hypothèse de suspensions d'activité d'ampleur équivalente dans tous les pays, l'impact initial direct global sur le niveau du PIB avait été estimé entre 20 et 30 % dans de nombreuses économies avancées (graphique 2.1) et à environ 25 % dans l'économie médiane de l'OCDE (OCDE, 2020a)¹. Ces calculs reposaient sur l'hypothèse d'une cessation d'activité à l'échelle de tout le pays plutôt que sur une suspension limitée à quelques régions uniquement. Dans la pratique, la situation réelle et l'ampleur des suspensions d'activité dans certains secteurs particuliers ont été différentes d'un pays à l'autre, témoignant de la diversité des mesures d'endiguement adoptées.

¹ On trouvera dans la note du graphique 2.1 des informations détaillées sur les catégories de production prises en compte et sur les baisses de production indicatives retenues comme hypothèses.

Graphique 2.1. Estimation de référence de l'impact des suspensions d'activité dans quelques économies avancées

PIB à prix constants



Note : Les données sectorielles sont fondées sur la CITI Rév. 4 pour tous les pays. Les estimations relatives à l'économie moyenne de l'OCDE sont basées sur une moyenne non pondérée de la répartition sectorielle dans toutes les économies de l'OCDE. Les secteurs supposés être directement affectés par les suspensions d'activité sont la construction et la fabrication de matériels de transport (section C, divisions 29 à 31), la construction (section F), le commerce de gros et de détail (section G), les transports aériens (section H, division 51), les activités d'hébergement et de restauration (section I), les activités immobilières hors loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire (section L - division 68A), les activités professionnelles (section M), les arts, spectacles et loisirs (section R) et les autres activités de services (section S). Les deux derniers secteurs sont regroupés sous la rubrique « Autres activités de services personnels » dans le graphique. On suppose que les activités immobilières hors loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire représentent 40 % du total des activités immobilières dans les pays pour lesquels les données ne distinguent pas ces deux éléments. On pose l'hypothèse d'une cessation complète de l'activité dans les transports, le secteur manufacturier et les autres activités de services personnels ; d'une baisse de moitié de la production dans la construction et les services professionnels ; et d'une baisse de trois quarts dans toutes les autres catégories de production directement affectées par les suspensions.

Source : OCDE, 2020a ; OCDE, comptes nationaux annuels ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934140449>

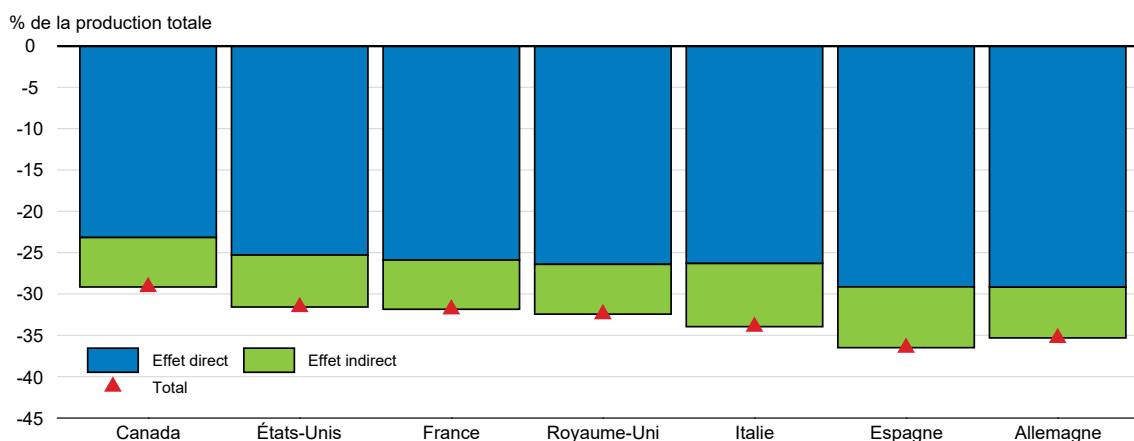
Estimation, à l'aide de tableaux d'entrées-sorties, des effets de contagion sur l'activité dans d'autres secteurs

Les interruptions d'activité dans certains secteurs ont des conséquences sur leurs fournisseurs dans d'autres secteurs. Une approche pour estimer l'ampleur de ces retombées sur le reste de l'économie est d'utiliser des tableaux d'entrées-sorties. Ces tableaux montrent dans quelle mesure la production d'un secteur est utilisée comme intrant par un autre secteur pour pouvoir mener ses activités. À partir de ces tableaux, il est possible d'obtenir des « matrices inverses de Leontief » pouvant être utilisées pour estimer les variations de la production qui, dans chaque secteur donné, sont provoquées par un changement de la production dans les secteurs directement affectés par les suspensions d'activité.

En utilisant les estimations de référence ci-dessus concernant la réduction de la production dans les secteurs supposés être directement affectés par les suspensions, il apparaît que les effets indirects ajoutent généralement de 6 à 8 points de pourcentage au choc direct sur la production totale (graphique 2.2).² Globalement, le type de suspension d'activité illustrative retenue comme hypothèse dans les estimations initiales de l'OCDE implique une perte potentielle, au niveau de l'activité totale, évaluée entre 29 % et 37 % dans certaines grandes économies avancées. Ces estimations ne prennent pas en compte les compensations potentielles découlant des mesures de soutien mis en place par les gouvernements et les banques centrales dans les secteurs où la fermeture n'est que partielle. Dorn et al. (2020B) sont parvenus, pour plusieurs économies européennes, à des estimations bien supérieures en utilisant différents scénarios possibles qui partaient généralement de l'hypothèse de mesures de confinement plus importantes dans un plus large éventail de secteurs. Selon les estimations de Prades Illanes et Tello Casas (2020), la baisse de l'activité s'établirait entre 22 et 28 % en Allemagne, en France, en Espagne et en Italie en cas de suspension modérée de l'activité, et entre 60 et 70 % en cas d'interruption plus radicale (avec fermeture totale de toutes les activités non essentielles).

Graphique 2.2. Estimation de référence prenant en compte les retombées de l'impact global des suspensions d'activité dans quelques économies avancées

Total de la production à prix constants



Note : Voir au graphique 2.1 la liste des secteurs dont on pense qu'ils seront directement affectés par les suspensions d'activité, et les hypothèses formulées quant à l'ampleur de ces suspensions dans chaque secteur. On pose l'hypothèse de l'absence d'autres effets de contagion indirects dans les secteurs directement affectés par les suspensions d'activité ou dans l'administration publique.

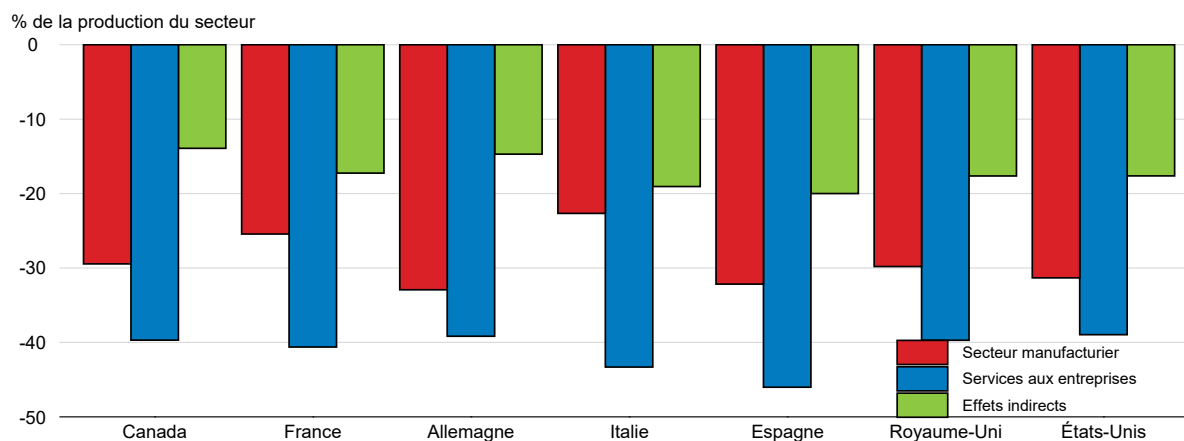
Source : OCDE, comptes nationaux annuels ; OCDE, base de données pour l'analyse structurelle (STAN) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934140468>

² Les tableaux d'entrées-sorties de l'OCDE sont moins détaillés sur le plan sectoriel que ceux qui ont été utilisés pour évaluer l'impact économique des suspensions d'activité, c'est pourquoi des hypothèses ont dû être formulées. En particulier, l'impact de la réduction de l'activité dans le secteur du transport aérien n'est pas indiqué en tant que tel dans les matrices entrées-sorties. Pour les mêmes raisons, on suppose que les activités immobilières hors loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire représentent 40 % de la production totale des activités immobilières, et que les services professionnels représentent 60 % des autres services aux entreprises dans tous les pays.

Si l'on combine les effets directs et indirects illustratifs de référence, il apparaît que le secteur des services aux entreprises, qui est le plus affecté par l'impact direct des cessations d'activité, subit toujours le choc le plus important, accusant une perte de production de 41 % en moyenne dans certaines grandes économies avancées (graphique 2.3). Les effets sur le secteur manufacturier sont plus importants si l'on intègre les effets liés aux chaînes d'approvisionnement : la perte de production ressort alors à environ 30 % en moyenne. Les producteurs de matériaux de construction, minéraux, caoutchouc et matières plastiques et métaux sont généralement parmi les plus affectés par les effets de contagion, de même que les producteurs d'équipements électriques. Dans l'ensemble, les effets sur les liens au niveau de la chaîne d'approvisionnement tendent à réduire la production d'environ 17 % au total dans les secteurs indirectement touchés par les suspensions d'activité, en moyenne pour les pays présentés au graphique 2.3.³

Graphique 2.3. L'impact total des suspensions d'activité varie selon les secteurs dans les estimations de référence



Note : Les effets indirects correspondent à l'impact combiné dans tous les secteurs dont on suppose qu'ils ne seront pas directement affectés par les suspensions d'activité. Voir au graphique 2.1 la liste des secteurs dont on pense qu'ils seront directement affectés par les suspensions d'activité, et les hypothèses formulées quant à l'ampleur de ces suspensions dans chaque secteur.

Source : OCDE, comptes nationaux annuels ; OCDE, base de données pour l'analyse structurelle (STAN) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934140487>

³ Cette analyse est toutefois assortie d'une réserve : en effet, elle suppose que la demande intérieure et la demande extérieure réagissent toutes les deux de la même manière aux mesures d'endiguement. Cela conduit à sous-estimer l'impact économique d'une chute de la demande extérieure relativement plus brutale que celle de la demande intérieure. À l'inverse, si la demande extérieure d'un secteur provient principalement de pays imposant des mesures d'endiguement strictes moins nombreuses qu'ailleurs, la baisse de la production sectorielle pourrait être surévaluée.

Estimations de référence de l'impact direct des suspensions d'activité sur les dépenses de consommation

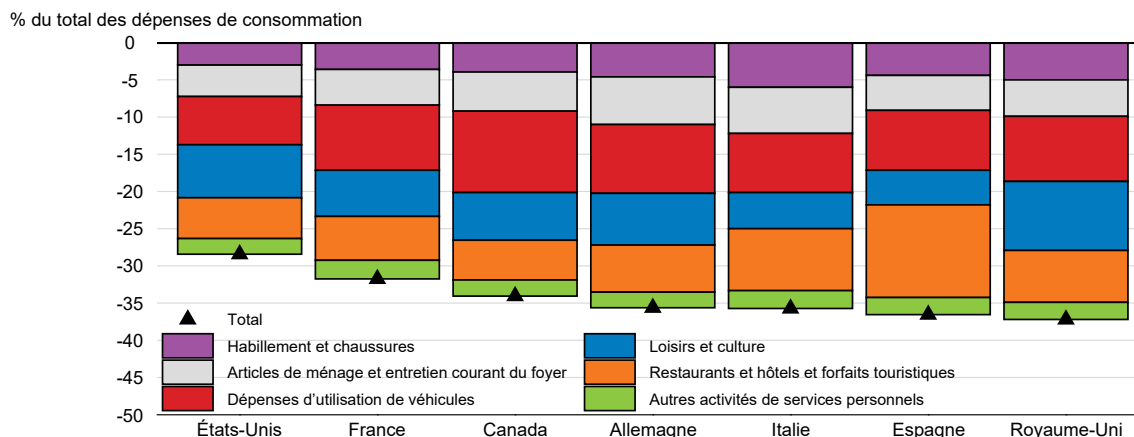
Une autre manière d'obtenir une estimation de référence de l'impact direct potentiel d'une interruption généralisée de l'activité consiste à observer les catégories détaillées de dépenses de demande finale. Dans les estimations de référence initialement publiées par l'OCDE (OCDE, 2020a), les catégories de dépenses de consommation les plus susceptibles d'être directement affectées par les mesures d'endiguement ont été identifiées.

- En raison des fermetures de magasin et des restrictions imposées sur les voyages, il était probable que certaines catégories de dépenses cessent complètement, par exemple les dépenses consacrées à l'habillement, aux chaussures, à l'ameublement et aux forfaits touristiques. Les dépenses consacrées à des achats impliquant des contacts directs entre les clients et les fournisseurs, comme les achats de véhicules automobiles ou de prestations de coiffure, allaient probablement être elles aussi reportées complètement.
- De fortes baisses paraissaient prévisibles dans les dépenses consacrées aux voyages locaux, aux services d'hébergement et de restauration et aux activités de loisirs.
- On posait l'hypothèse que d'autres catégories de dépenses, notamment celles consacrées aux approvisionnements de base, resteraient inchangées.

En utilisant des hypothèses illustratives concernant l'ampleur des réductions dans les catégories de dépenses affectées et en supposant des réductions similaires dans tous les pays, l'impact initial direct global sur le niveau des dépenses de consommation a été estimé représenter environ un tiers de la consommation dans nombre de grandes économies avancées (graphique 2.4).⁴ Ces calculs reposent sur l'hypothèse d'une réduction des dépenses à l'échelle de tout un pays plutôt que d'une réduction limitée à des régions spécifiques.

⁴ On trouvera dans la note du graphique 2.4 des informations détaillées sur les catégories de dépenses prises en compte et sur les baisses de dépenses illustratives retenues comme hypothèse.

Graphique 2.4. Estimations de référence de l'impact potentiel des suspensions d'activité sur la consommation privée dans quelques économies avancées



Note : Les données relatives aux dépenses sont fondées sur la classification COICOP pour tous les pays. Les catégories de dépenses prises en compte sont les articles d'habillement et chaussures (division 03), les meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer (division 05), l'achat de véhicules (division 07.1), les dépenses d'utilisation de véhicules (division 07.2), les services de transport (division 07.3), les loisirs et la culture hors forfaits touristiques (divisions 09.1 à 09.5), les forfaits touristiques (division 09.6), les restaurants et hôtels (division 11) et les soins corporels (division 12.1). On pose l'hypothèse que toutes les dépenses consacrées à l'habillement et aux chaussures, aux meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer, achats de véhicules, forfaits touristiques et soins corporels cessent complètement ; que les dépenses dans les catégories loisirs et culture et restaurants et hôtels diminuent de trois quarts ; et que les dépenses consacrées aux services de transport et à l'utilisation de véhicules particuliers sont réduites de moitié.

Source : OCDE, comptes nationaux annuels ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934140506>

Estimations de référence de l'impact des suspensions d'activité sur l'investissement productif

On s'attend également à ce que les mesures d'endiguement pèsent lourdement sur les investissements en capital des entreprises. Avec la diminution de la production et des bénéfices, un nombre croissant d'entreprises rencontrent des problèmes de liquidité et de solvabilité. À partir de données sur les entreprises et d'hypothèses similaires à celles évoquées plus haut concernant l'ampleur des suspensions d'activité, les estimations de l'OCDE suggèrent que sans intervention des pouvoirs publics, 30 % des entreprises pourraient se trouver à court de liquidités au bout de deux mois (chapitre 2, note de réflexion 2). Les pressions sur le chiffre d'affaires telles que rapportées par les enquêtes nationales fournissent globalement les mêmes indications.

- Selon une enquête réalisée en Belgique par l'EMRG, qui regroupe plusieurs fédérations d'entreprises et d'indépendants, 41 % des entreprises interrogées avaient rencontré des difficultés de trésorerie à la mi-avril (Banque nationale de Belgique, 2020). À cette date, environ 25 % des entreprises du secteur des arts, spectacles et loisirs et près de 20 % des entreprises présentes dans les activités d'hébergement et de restauration faisaient état d'un risque élevé de faillite. Environ deux tiers des entreprises indiquaient avoir reporté des projets d'investissement, soit à la fin de 2020, soit à 2021, voire indéfiniment.
- Au Canada, une enquête spéciale menée par Statistique Canada a montré qu'un tiers des entreprises interrogées avaient vu fondre leur chiffre d'affaires de 40 % ou plus pendant le premier trimestre de cette année par rapport au même trimestre de l'année précédente (Statistique Canada, 2020).

- Au Royaume-Uni, 58 % des entreprises ont fait état d'une diminution de leur chiffre d'affaires, selon une enquête de conjoncture menée en avril par l'institut britannique de la statistique, plus d'un cinquième d'entre elles ayant cessé leurs activités (ONS, 2020).
- En Irlande, l'office central de la statistique (CSO, 2020) a indiqué que 54 % des entreprises qu'il a interrogées avaient réalisé un chiffre d'affaires considérablement inférieur à son niveau normal en avril.
- Au Portugal, environ deux cinquièmes des entreprises interrogées par la Banque du Portugal (2020a) ont fait état de baisses de leur chiffre d'affaires supérieures à 50 %, et près de la moitié d'entre elles ont déclaré qu'elles ne disposaient pas de liquidités suffisantes pour rester en activité plus de deux mois.
- En Australie, 72 % des entreprises interrogées par l'Australian Bureau of Statistics (2020) ont estimé que la diminution de leur trésorerie aurait des conséquences négatives sur leur activité, et entre décembre 2019 et mars 2020, 16 % d'entre elles avaient revu à la baisse leurs intentions d'engager des dépenses d'investissement pendant la période 2020-2021.
- En Espagne, une enquête menée par la Banque d'Espagne (2020) montre que 50 % des entreprises qui ont enregistré une baisse d'activité planifiaient de suspendre des investissements prévus.

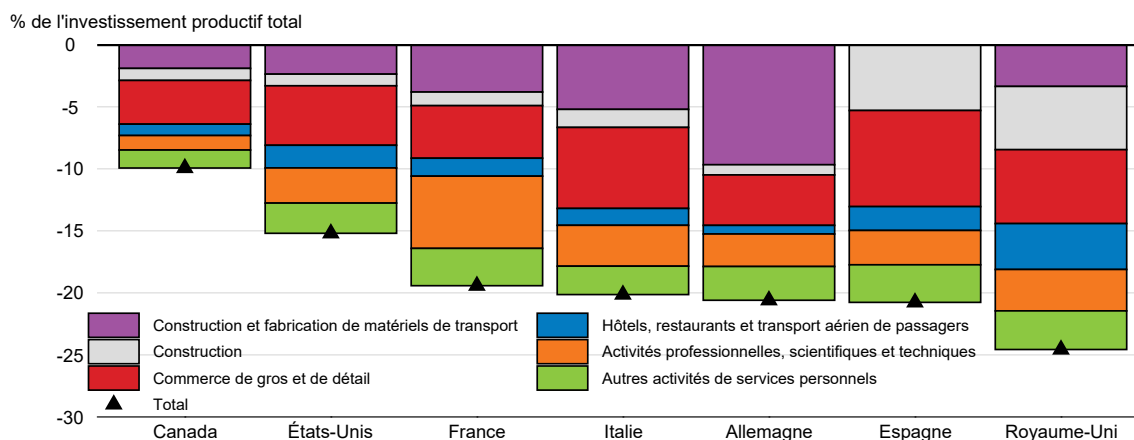
Ces pressions financières, ajoutées aux incertitudes économiques très fortes et à la dégradation ambiante très marquée du climat des affaires, vont sans doute amener nombre d'entreprises à reconsidérer ou à repousser leurs projets d'investissement. L'une des façons d'estimer l'impact direct potentiel des suspensions d'activité sur l'investissement productif consiste à formuler l'hypothèse que les secteurs directement concernés par les suspensions d'activité (voir plus haut) sont aussi les premiers à être confrontés à des tensions financières et à réduire leurs dépenses d'investissement.

Sur cette base, la baisse initiale directe de l'investissement pourrait aller de 10 % au Canada⁵ à un peu moins de 25 % au Royaume-Uni (graphique 2.5), dans l'hypothèse où l'investissement serait réduit dans la même proportion que la production⁶ dans chacun des secteurs concernés et où la réduction observée dans chaque secteur serait identique dans toutes les économies avancées considérées. Cette méthode risque toutefois de sous-estimer l'impact global à court terme des suspensions d'activité sur l'investissement, dans la mesure où elle ne tient pas compte de l'impact de la baisse de la demande et de l'accentuation des incertitudes qui pèsent sur les entreprises opérant dans les secteurs continuant de fonctionner pendant les périodes de confinement.

⁵ Cette analyse ne prend pas en compte la chute brutale des cours du pétrole observée depuis le début de 2020, qui pourrait peser sur l'investissement du secteur minier. Dans des pays comme le Canada et les États-Unis, où cette catégorie représente une part significative de l'investissement total, cet effet pourrait être important.

⁶ Il existe une exception, l'investissement dans les activités immobilières, qui a été exclu des calculs. En effet, l'activité de ce secteur comprend les loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire, qui sont exclus des estimations de l'effet des suspensions d'activité sur la production. Or, une grande partie des investissements en immobilisations attribués aux activités immobilières correspond à l'augmentation du stock de logements occupés par leurs propriétaires. Une limite de cette hypothèse est que certains investissements dans des biens immobiliers commerciaux peuvent aussi être exclus, ce qui conduit à sous-estimer l'impact global sur l'investissement.

Graphique 2.5. Estimations de référence de l'impact potentiel des suspensions d'activité sur l'investissement productif dans quelques économies avancées



Note : Les données sectorielles sont fondées sur la CITI Rév. 4 pour tous les pays. Les activités prises en compte sont la construction et la fabrication de matériels de transport (section C, divisions 29 à 31), la construction (section F), le commerce de gros et de détail (section G), les transports aériens (section H, division 51), les activités d'hébergement et de restauration (section I), les activités professionnelles (section M), les arts, spectacles et loisirs (section R) et les autres activités de services (section S). Les deux derniers secteurs sont regroupés sous la rubrique « Autres activités de services personnels » dans le graphique. L'investissement productif total est défini comme l'investissement effectué dans toutes les catégories, hors activités immobilières. On retient comme hypothèse que les activités professionnelles représentent 60 % du total des services professionnels, administratifs et d'appui dans les pays pour lesquels les données ne font pas de distinction entre ces catégories. Les États-Unis et le Royaume-Uni sont les seuls pays pour lesquels on dispose de données relatives à l'investissement dans le transport aérien. On ne dispose pas de données pour l'Espagne concernant l'investissement dans la fabrication de matériels de transport. On pose l'hypothèse d'une cessation complète de l'activité dans les transports, le secteur manufacturier et les autres activités de services personnels ; d'une baisse de moitié de l'activité dans la construction et les services professionnels ; et d'une baisse de trois quarts dans toutes les autres catégories de production directement affectées par les suspensions.

Source : OCDE, comptes nationaux annuels ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934140525>

Éclairages apportés par les enquêtes auprès des entreprises et les estimations nationales

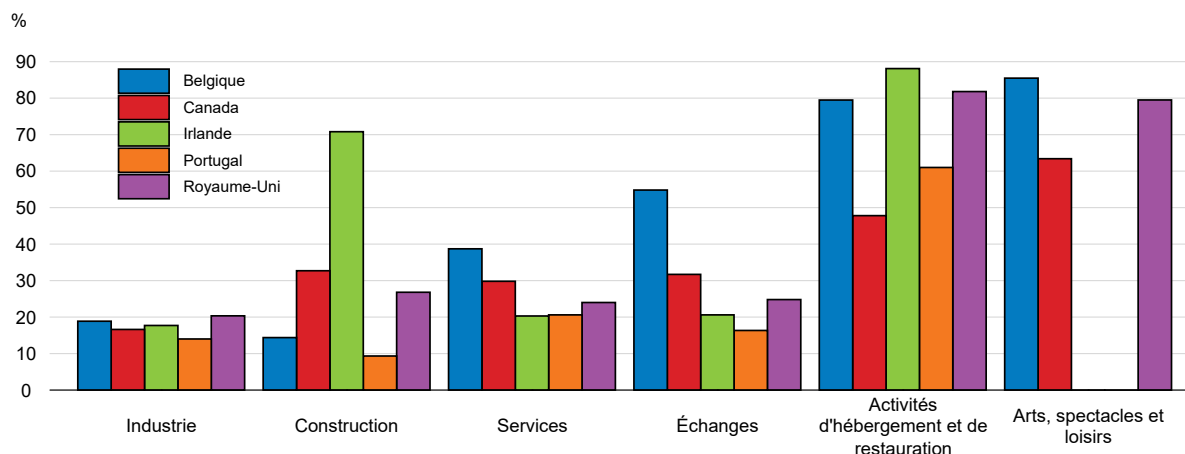
Les estimations de référence visant à illustrer l'impact des interruptions sur l'activité et les dépenses exposées ci-avant et dans OCDE (2020a) reposent sur l'hypothèse implicite que tous les pays adoptent les mêmes mesures de confinement. Or, dans la pratique, la nature et la rigueur des mesures adoptées ont varié d'un pays à l'autre. Des enquêtes menées spécialement auprès des entreprises dans certains pays, généralement par les instituts nationaux de la statistique, et les estimations actualisées de l'activité effectuées par des organismes publics et de grands établissements de recherche, sont un moyen d'évaluer l'ampleur des différences nationales dans les mesures d'endiguement. Dans le même temps, il faut reconnaître que des estimations spécifiques de l'impact direct des suspensions d'activité sont probablement peu nombreuses, à l'exception de certaines données probantes issues d'enquêtes telles que celles évoquées ci-dessous. Ainsi, la plupart des données sur l'activité recueillies dans les pays s'entendent sur une base mensuelle ou trimestrielle, et peuvent ne pas coïncider avec les périodes exactes pendant lesquels le confinement aura été en vigueur. De plus, elles intègrent aussi l'impact des mesures de soutien substantielles déployées dans de nombreux pays par les pouvoirs publics pour aider les entreprises et les travailleurs depuis le début des suspensions d'activité.

Mesures établies à partir des enquêtes auprès des entreprises et informations mensuelles sur le PIB

Des enquêtes ont été menées spécialement auprès des entreprises dans plusieurs pays pour suivre les changements de l'activité commerciale provoqués par la pandémie de COVID-19 et les mesures d'endiguement prises par les exécutifs nationaux et régionaux. En plus des informations concernant l'impact sur le chiffre d'affaires (voir plus haut) et l'emploi communes à toutes les enquêtes, certaines ont visé spécifiquement à savoir si des entreprises avaient fermé à cause de la pandémie et des mesures prises pour l'endiguer (graphique 2.6). Ces informations donnent un aperçu de l'ampleur de l'impact direct des suspensions d'activité, et de ses différences selon les secteurs.

- On observe des différences marquées entre les pays examinés. Entre 17 et 23 % des entreprises ont fermé complètement, soit temporairement, soit définitivement, au Portugal, en Irlande et au Royaume-Uni, tandis qu'en Belgique et au Canada, la proportion est d'environ 30 %. Ces chiffres n'ont pas de traduction directe dans l'évolution de la production. En effet, l'impact sur la production pourrait être plus modeste dans le cas où des petites entreprises sont plus susceptibles que des grandes d'avoir fermé leurs portes. Par ailleurs, certaines entreprises ayant définitivement cessé leur activité ont pu ne pas répondre du tout à une enquête, si bien que l'impact global sur la production pourrait être plus important. Beaucoup d'autres entreprises sont encore en activité, mais fonctionnent en deçà de leurs capacités normales.
- Dans tous les pays, comme on pouvait s'y attendre, l'impact est plus important sur les services que sur l'industrie, les activités d'hébergement et de restauration et le secteur des arts, spectacles et loisirs étant particulièrement affectés.
- On note une certaine hétérogénéité entre les pays, les entreprises de la construction ayant été très impactées en Irlande, tandis que c'est le secteur du commerce qui a été fortement touché en Belgique où les mesures de distanciation et les restrictions aux déplacements ont été relativement strictes.
- En Grèce, d'après les estimations effectuées par ELSTAT (2020), 14.6 % de toutes les entreprises avaient suspendu leur activité sur ordre de l'État à la mi-avril. Dans le secteur de l'hébergement et de la restauration et dans celui des arts, spectacles et loisirs, la part des entreprises ayant suspendu leur activité était respectivement de 82.5 % et 62.2 %.
- Les enquêtes menées aux États-Unis (non représentés dans le graphique 2.6) font apparaître d'une manière générale des impacts plus modestes, et des disparités régionales. Il ressort par exemple d'enquêtes menées en avril par la Banque de réserve fédérale de New York que 11% des entreprises dans le secteur manufacturier et 15 % dans le secteur des services avaient totalement interrompu leurs activités. Mais toujours en avril, les enquêtes de la Banque de réserve fédérale de Dallas montrent que seules 6 ½ pour cent des entreprises étaient dans le même cas. Selon les enquêtes réalisées par la Banque de réserve fédérale de Philadelphie pendant la première moitié d'avril, environ un cinquième des entreprises avaient fermé en moyenne, la plupart d'entre elles dans le secteur non manufacturier. Et il est ressorti des enquêtes menées en mai par la Banque de réserve fédérale de Richmond qu'au total, 11 % des entreprises avaient fermé de manière temporaire et que dans le secteur de l'hébergement et de la restauration et dans celui des arts, spectacles et loisirs, plus d'un tiers des entreprises avait cessé leur activité.
- Les informations sur différents pays émanant de fédérations professionnelles suggèrent que les secteurs de l'hébergement (hôtellerie, tourisme et restauration), du transport et du commerce sont ceux qui sont le plus susceptibles d'être négativement affectés par la pandémie (BIAC, 2020).

Graphique 2.6. Données d'enquêtes sur la part des fermetures d'entreprises dues aux mesures d'endiguement



Note : Le graphique montre la part des entreprises ayant fermé temporairement pendant la crise du COVID-19. Les données pour l'Irlande et le Portugal incluent également les fermetures définitives. Les données concernant la Belgique correspondent à la proportion d'entreprises ayant indiqué que la baisse de leur chiffre d'affaires était due à une interdiction totale ou partielle d'exercice de leurs activités. Les estimations relatives à l'industrie et aux services sont pondérées par le nombre d'entreprises ayant répondu dans tous les pays, sauf au Canada où on a utilisé la part des secteurs en valeur ajoutée brute aux prix de base. Pour la Belgique, les données correspondent à une moyenne de cinq études menées pendant les semaines commençant entre le 27 mars et le 24 avril 2020. Pour le Portugal, les données correspondent à une moyenne de trois études réalisées pendant les semaines commençant entre le 6 et le 20 avril 2020. Les données concernant le Royaume-Uni concernent la période allant du 6 au 19 avril 2020. Les données relatives à l'Irlande concernent la semaine débutant le 19 avril 2020. Pour le Canada, les données ont été produites de manière participative pendant une période comprise entre le 3 et le 24 avril 2020.

Source : Banque nationale de Belgique ; Statistique Canada ; institut britannique de la statistique (ONS, *Office for National Statistics*) ; institut irlandais de la statistique (CSO, *Central Statistics Office*) ; Banque du Portugal ; et calculs de l'OCDE.

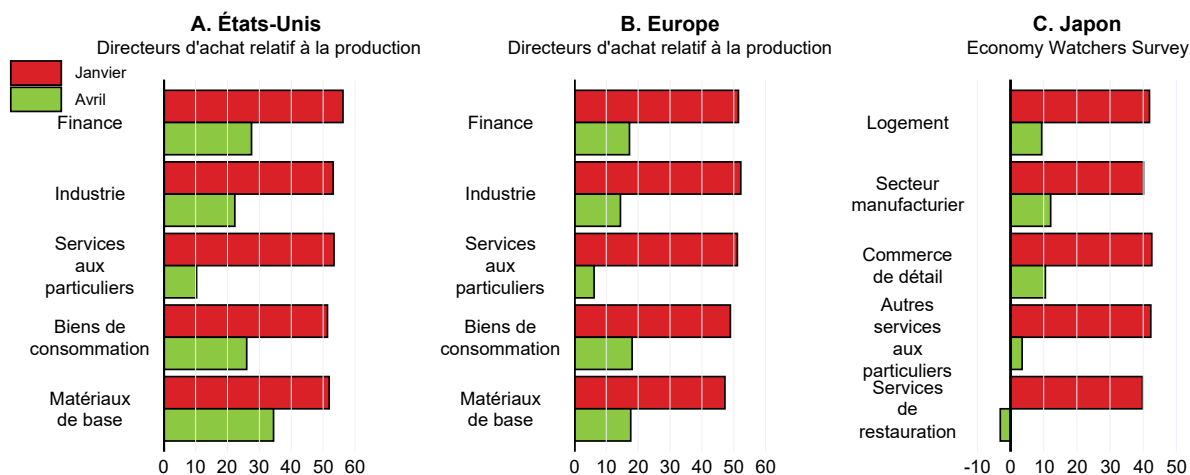
StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934140544>

Des informations supplémentaires sur les évolutions sectorielles sont fournies par les enquêtes de conjoncture auprès des directeurs d'achat (PMI), qui illustrent bien l'ampleur du choc sur la production. En effet, les indicateurs de la production sectorielle tirés des enquêtes se sont effondrés dans toutes les grandes économies, dans le secteur manufacturier comme dans celui des services (voir le chapitre 1), ce dernier étant celui qui a été le plus touché. Parmi les grandes économies avancées, les données PMI d'avril ont montré un recul de l'activité plus marqué dans la zone euro et au Royaume-Uni qu'aux États-Unis ou au Japon, où les mesures de confinement ont été appliquées de façon plus progressive et différenciée entre les régions. Le détail des indices sectoriels des directeurs d'achat pour l'Europe et les États-Unis, de même que l'indice de diffusion sectoriel issu de l'enquête auprès des observateurs de l'économie (*Economy Watchers Survey*) réalisée au Japon, montrent bien la dégradation généralisée du climat des affaires dans tous les secteurs en avril (graphique 2.7). Ces indicateurs font apparaître des reculs particulièrement marqués dans les secteurs des services aux consommateurs dans les trois zones, la zone euro paraissant plus durement frappée que les États-Unis.

Les premières estimations officielles relatives à la production ont aussi mis en évidence la forte baisse de la production industrielle qui a accompagné le début de la mise en œuvre des mesures de confinement, notamment en Italie où le niveau de la production du secteur manufacturier a chuté de 31 % en mars, les mesures d'endiguement ayant été mises en œuvre au niveau régional puis national au début de ce mois. En Allemagne, la production du secteur manufacturier d'avril était inférieure de 25 % à celle de février. Des diminutions importantes de la production, mais d'une ampleur moindre, ont été observées dans certaines autres économies du G7, reflétant potentiellement l'adoption plus tardive de mesures de confinement nationales ou régionales. En avril, la production industrielle a été inférieure de respectivement 15 ¼ pour cent et 12 ½ pour cent à celle de février aux États-Unis et au Japon.

Les estimations du PIB mensuel du Canada, du Royaume-Uni et de la Norvège, de même que l'indicateur mensuel de l'activité produit par la Banque du Chili, ont tous indiqué un recul en glissement mensuel de la production à l'échelle de l'économie compris entre 5 ½ et 7 ¼ pour cent en mars. En Finlande en revanche, le PIB mensuel a accusé un repli moins important, fléchissant de 1 ¾ pour cent. L'impact des mesures nationales d'endiguement apparaît aussi relativement modeste en Corée, où en avril, la production tous secteurs confondus (y compris les services) a certes reculé pour le troisième mois consécutif, mais n'a été inférieure que de 6 % à celle de janvier.⁷

Graphique 2.7. La confiance des milieux affaires s'est détériorée de manière substantielle dans la plupart des secteurs



Source : Markit ; Japon, Bureau du Cabinet ; et calculs de l'OCDE.

⁷ En Norvège, le PIB continental a, selon les estimations, reculé encore de 4.7 % en avril avec, pour ce mois, une production inférieure d'environ 11 ½ pour cent à celle de février.

La diminution du PIB enregistrée en mars a été légèrement plus importante au Canada et en Norvège qu'au Royaume-Uni (graphique 2.8), comme on pouvait s'y attendre étant donné que dans ces deux pays, les mesures de confinement ont été appliquées dès la mi-mars, soit plus d'une semaine avant la mise à l'arrêt de l'économie britannique.⁸ Dans les différents secteurs, l'impact sur la production a été globalement similaire dans les trois pays, avec des effets plus marqués dans les services que dans le secteur manufacturier, les activités d'hébergement et de restauration ainsi que les arts, spectacles et loisirs et autres activités de services personnels étant lourdement pénalisés. Cependant, l'impact global sur le PIB indique que les conséquences des mesures de confinement ont été légèrement plus importantes au Royaume-Uni qu'ailleurs. De fait, dans l'hypothèse d'une croissance modeste en mars avant les suspensions d'activité, les données britanniques impliquent un impact sur la production en mois plein compris entre 20 et 25 %, contre 10 à 15 % en Norvège et de l'ordre de 15 à 20 % au Canada.⁹

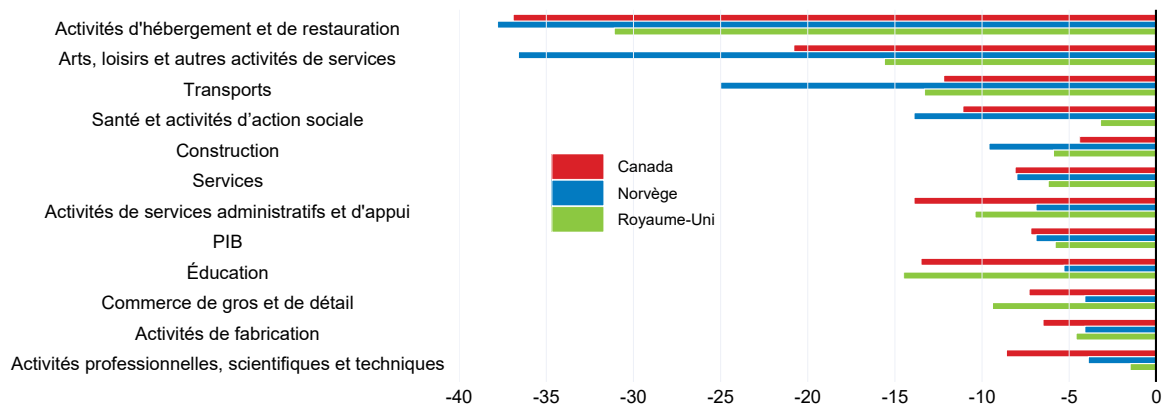
Les informations relatives à l'impact des suspensions d'activité sur les dépenses de consommation restent relativement limitées, mais dans plusieurs pays, les indicateurs concernés font apparaître un recul très marqué.

- En France, une étude a estimé que la consommation privée pourrait être réduite d'environ un tiers pendant le confinement (Insee, 2020).
- D'après une étude portant sur les États-Unis, les dépenses de consommation pourraient y reculer dans une proportion estimée à 28 % après la mise en place de mesures d'endiguement dans la plupart des États (Dunn et al., 2020). Les données mensuelles des comptes nationaux des États-Unis, qui prennent aussi en compte les résultats des semaines ayant précédé les suspensions d'activité ainsi que les effets des mesures de soutien adoptées par le gouvernement, indiquent une baisse légèrement moins forte, avec des dépenses de consommation en recul en avril de 19.1 % par rapport à celles de février 2020.
- En volume, les ventes au détail ont fortement chuté au Royaume-Uni et dans la zone euro, les chiffres mensuels d'avril étant inférieurs de 22.3 % et 22.5 % respectivement aux résultats de février.
- En Irlande, en partant de la diminution du volume des transactions en cartes de crédit et de débit à la fin du mois de mars, la banque centrale a estimé que la consommation pourrait reculer de 28 % sur un mois complet d'interruption de l'activité (Banque centrale d'Irlande, 2020).
- Les ventes au détail ont fléchi en Allemagne, mais moins qu'ailleurs, avec un chiffre d'affaires du commerce de détail inférieur de 9.8% à prix constants à celui de février.
- Les ventes de véhicules automobiles ont été extrêmement faibles en avril dans de nombreux pays (voir le chapitre 1).

⁸ Le Chili et la Finlande n'apparaissent pas dans le graphique 2.8 car on ne dispose que de peu de détails sectoriels sur leurs estimations respectives du PIB mensuel.

⁹ Ces chiffres sont inférieurs aux estimations de référence de l'impact des suspensions d'activité figurant dans OCDE (2020a), qui prévoyait des baisses d'activité de respectivement 19 %, 23 % et 26 % pour la Norvège, le Canada et le Royaume-Uni.

Graphique 2.8. Croissance du PIB mensuel par secteur, en mars



Note : Les données relatives au PIB de la Norvège concernent le PIB continental. Les données relatives au transport excluent le transport maritime en Norvège.

Source : Statistique Canada ; institut norvégien de la statistique (SSB, *Statistisk sentralbyrå*) ; institut britannique de la statistique (ONS, *Office for National Statistics*) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934140563>

Estimations nationales de l'impact des mesures d'endiguement sur l'activité

Les estimations nationales et les analyses par scénario montrent elles aussi que les mesures prises par les pouvoirs publics pour ralentir la propagation du virus ont eu un impact très important, mais mettent en lumière des différences sectorielles notables. Pour quantifier l'impact des suspensions d'activité, les instituts nationaux de statistique, les banques centrales et les établissements de recherche utilisent à la fois des enquêtes menées auprès des entreprises et des données quantitatives à haute fréquence comme les transactions effectuées par carte de crédit ou la consommation quotidienne d'énergie, ce qui donne des éclairages complémentaires sur l'état des différentes économies.

- L'impact sur l'agriculture est généralement estimé être relativement modeste, ce secteur ayant été assez peu affecté par les mesures d'endiguement, bien que les restrictions aux voyages puissent réduire la disponibilité d'une main-d'œuvre saisonnière dans certains pays. Les estimations disponibles font apparaître une perte de production dans l'agriculture allant de 13 % en France (Insee, 2020) et en Espagne (Prades Illanes et Tello Casas, 2020) à quasiment zéro en Allemagne (Ifo, 2020).
- Le secteur manufacturier est plus durement touché. Au Royaume-Uni, un scénario de référence concernant l'impact économique de la pandémie de COVID-19 retient l'hypothèse d'une baisse de 55 % de l'activité (OBR, 2020), et en France, le recul est estimé à environ 40 % (Insee, 2020). En Allemagne, la diminution de la production manufacturière, estimée à 15 %, serait moins importante (Ifo 2020). En Italie, l'activité pourrait selon les estimations avoir diminué de plus de moitié dans le secteur industriel (Banque d'Italie, 2020). Pour l'ensemble de la zone euro, les scénarios établis par la BCE partent de l'hypothèse d'une baisse de 40 % de l'activité manufacturière (Battistini and Stoevsky, 2020). Un recul plus modeste, légèrement supérieur à un quart, est attendu en Estonie (Banque d'Estonie, 2020).
- Les estimations détaillées relatives aux industries manufacturières montrent que le secteur des matériels de transport est celui qui est le plus fortement affecté. Au Portugal, les données issues d'enquêtes amènent à tabler sur un recul de plus de trois quarts (Banque du Portugal, 2020b). La perte d'activité est estimée à près de 70 % en France (Insee, 2020) et à un peu plus de 40 % en

Allemagne (Ifo, 2020).¹⁰ Selon les estimations de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA, 2020), la production a été quasiment à l'arrêt en avril en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni et en France.

- Les évaluations de l'impact des mesures de confinement sur l'activité dans la construction varient considérablement d'un pays à l'autre, allant d'une baisse d'environ 75 % en France à un recul inférieur à 10 % en Estonie et en Allemagne. Dans une analyse par scénarios, la BCE retient comme hypothèse un choc de 40 % pour l'ensemble de la zone euro. Les divergences considérables relevées d'un pays à l'autre semblent largement refléter des différences entre les mesures d'endiguement prises au niveau national. En Allemagne par exemple, la construction dans les infrastructures, le secteur résidentiel et les services d'utilité publique n'a pas été concernée par le confinement, tandis qu'en Italie, seules environ la moitié des activités dans ces domaines ont été considérées comme essentielles (Banque d'Italie, 2020). En France, les fermetures de chantiers ont été généralisées. Les estimations concernant l'Espagne montrent combien les résultats sont sensibles aux hypothèses retenues concernant l'ampleur des interruptions d'activité pendant le confinement, avec un recul de la production dans la construction estimé à 5 % en situation de confinement modéré et une cessation complète d'activité en cas de confinement strict (Prades Illanes et Tello Casas, 2020).
- Parmi les services privés, le secteur de l'hébergement et de la restauration est généralement considéré comme celui qui a été le plus touché, avec une chute de l'activité pouvant aller de 100 % en Espagne (Prades Illanes et Tello Casas, 2020) à un peu moins de deux tiers en Italie selon les estimations. Les obligations de distanciation physique affectent aussi les loisirs et la culture où la perte d'activité s'échelonne entre 40 et 90 % dans les pays pour lesquels des estimations sont disponibles. La quasi-paralysie des activités de tourisme a également eu des conséquences très marquées sur le transport de passagers et le transport de marchandises non essentielles. Au Portugal, on retient l'hypothèse d'une chute de 87 % de l'activité dans le transport aérien (Banque du Portugal, 2020b). Dans un analyse par scénario, la Banque d'Espagne (2020) formule l'hypothèse d'une réduction de 60 % des activités de transport en Espagne, un niveau proche des estimations de l'Insee pour la France mais bien supérieur aux hypothèses de l'OBR pour le Royaume-Uni (35 %) et aux estimations de l'Ifo pour l'Allemagne (environ 30 %).¹¹
- À l'autre bout du spectre, on trouve les activités financières et d'assurance, qui sont jugées comme étant le moins affectées par les suspensions et dont la perte d'activité est estimée à 10 % au plus. Le télétravail est très répandu dans ce secteur (ONS, 2020 ; Statistique Canada, 2020).
- En France, en Italie et en Espagne, où les mesures de confinement ont été le plus strictes, la perte collective d'activité dans le secteur du commerce de gros et de détail s'établit selon les estimations entre 47 % et 64 %. En Grèce, les activités ont été interrompues dans un peu moins de 40 % des entreprises de ce secteur (ELSTAT, 2020).

¹⁰ Selon des données publiées début juin, la production d'automobiles a chuté de près de 75 % en Allemagne en avril.

¹¹ L'Ifo ne publie pas de données agrégées concernant l'impact sur les activités de transport, mais prévoit une baisse de la production de 76 % dans le transport aérien, de 16 % dans le transport terrestre et le transport maritime, et de 40 % dans les services postaux. Le chiffre indiqué ici correspond à une estimation pondérée par la production faite par l'OCDE à partir de ces informations.

- Alors que l'on s'attendait généralement à ce que le secteur de la santé et de l'action sociale continuent de fonctionner à plein régime, ou presque, pendant la pandémie (en partie parce qu'une fraction de la production de ces secteurs est mesurée à l'aide des revenus du travail), certaines estimations nationales font état d'une diminution notable de l'activité. En Allemagne, une baisse de l'activité légèrement inférieure à 50 % pendant le confinement est estimée par l'Ifo (2020). Au Royaume-Uni, une enquête de conjoncture de l'ONS montre qu'environ un quart de tous les établissements de soins et cabinets médicaux ont vu leur chiffre d'affaires diminuer d'au moins 20 % par rapport à la normale. Le report des interventions non urgentes et l'impact de la distanciation sur les activités sociales expliquent peut-être ce phénomène. En Grèce, selon ELSTAT (2020), 48 % de toutes les entreprises du secteur de l'action sociale (division 88 de la nomenclature NACE) avaient interrompu leurs activités.

Les estimations nationales ont évolué au fil du temps, révélatrices des incertitudes qui les entourent. En Allemagne, par exemple, les premières estimations établies en mars par l'institut Ifo à partir de six scénarios reposant chacun sur une combinaison différente d'hypothèses relatives aux effets des suspensions d'activité sectorielles,¹² indiquaient que la valeur ajoutée totale pourrait chuter dans des proportions comprises entre 35 et 49 % selon le scénario retenu (Dorn et al., 2020b). Cependant, à la fin du mois d'avril, l'institut, se fondant sur ses enquêtes mensuelles auprès des entreprises, a révisé ses estimations pour envisager plutôt une baisse de production de 16-17 % pendant le confinement (Ifo, 2020). Le Canada, où la fourchette de recul du PIB prévue par la banque centrale oscille entre 15 % et 30 % pour le deuxième trimestre de 2020 (Banque du Canada, 2020), est un autre exemple de ces incertitudes. Les calculs effectués par Prades Illanes et Tello Casas (2020) montrent que des mesures d'interruption très strictes (avec fermeture des activités non essentielles) peuvent avoir un impact plus de deux fois supérieur à celui de mesures moins contraignantes.

Le tableau 2.1 présente une synthèse des estimations nationales et des hypothèses retenues dans les analyses par scénario, ainsi que les hypothèses de référence initiales figurant dans OCDE (2020a). Toutes les estimations nationales s'accordent à prévoir un choc de grande ampleur sur les activités d'hébergement et de restauration et sur les loisirs et la culture, mais les résultats dans les autres secteurs sont bien plus hétérogènes. Ces variations reflètent pour une part les différences observées dans la rigueur des mesures d'endiguement, mais aussi le fait que les effets de contagion ont été pris en compte dans certaines estimations nationales. L'impact des suspensions d'activité prévu dans la construction, par exemple, apparaît plus important dans les estimations nationales de la France et du Royaume-Uni que dans les hypothèses de référence de l'OCDE, mais de même ampleur pour l'Italie et inférieur en Allemagne, en Espagne,¹³ en Estonie et au Portugal. De telles différences s'expliquent probablement par des divergences au niveau des politiques nationales. Dans d'autres secteurs, l'hétérogénéité des estimations de l'impact sectoriel pourrait refléter l'ampleur des incertitudes qui entourent les conséquences du confinement en l'absence de données avérées disponibles en temps opportun. Les estimations concernant l'Espagne (Banque d'Espagne, 2020 et Prades Illanes et Tello Casas, 2020) et le Royaume-Uni (OBR, 2020) correspondent à des hypothèses formulées pour des analyses par scénario, même si pour certains secteurs, des données à haute fréquences et des résultats d'enquêtes auprès des entreprises ont pu être pris en compte.

¹² Les fourchettes d'estimation des effets sectoriels des suspensions d'activités issues des différents scénarios sont les suivantes : 20 à 100 % pour la construction, 50 à 80 % pour le commerce de gros, 20 à 50 % pour le commerce de détail, 20 à 100 % pour l'hébergement et la restauration, et 20 à 50 % pour les activités immobilières ; dans tous les scénarios, on a posé l'hypothèse d'une interruption totale dans les arts, spectacles et loisirs (voir l'annexe dans Dorn et al., 2020b).

¹³ Dans le secteur de la construction, l'activité a été totalement mise à l'arrêt pendant la première phase du confinement (entre le 30 mars et le 9 avril), au moment où toutes les activités non essentielles ont été suspendues (Prades Illanes et Tello Casas, 2020).

Tableau 2.1. Écarts entre les différents pays concernant les estimations des suspensions d'activité par secteur

	CITI révision 4	Hypothèse de l'OCDE	DEU	ESP	EST	FRA	GBR	ITA	PRT
Industrie	Section B + Section C + Section D		14.8	23.3		38	46	55.9	30
Activités de fabrication	Section C		14.6	24.2	27		55		35.3
Fabrication d'autres matériels de transport	Divisions 29 à 30	100	41	100		69			78.7
Construction	Section F	50	3	5	8	75	70	55	26.5
Commerce de gros et de détail	Section G	75	18.6	64	26	47	50	51.8	35.6
Transport et entreposage	Section H		30		21	59	35		57.4
Transports aériens	Division 51	75	76	75	.				87.1
Activités d'hébergement et de restauration	Section I	75	68	100	82	90	85	63.9	70.3
Activités immobilières (hors loyers imputés des logements occupés par leur propriétaire)	Division L- 68A	100	5.2	71.2	10.4	5.4	66.7		79.7
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Section M	50	10	23	0	4.4	40		23.4
Arts, spectacles et loisirs	Section R	100	43	100	90	76	60	65.6	62.2
Autres activités de services personnels	Section S	100	31	0	0				
Arrêt total de l'économie (% du PIB)			16.6	28.2	13.4	33	35	27.6	30.7
Part due à la suspension d'activité dans les secteurs directement affectés (hypothèses de l'OCDE)			0.45	0.73	0.57	0.57	0.62		0.56
Estimation illustrative, par l'OCDE, de l'impact direct des suspensions d'activité (% du PIB)			29.2	29.1	24.9	25,9	26.4	26.3	26.6

Note : Les estimations et hypothèses nationales relatives à l'impact total des suspensions d'activité prennent en compte des évolutions observées dans d'autres secteurs et qui ne figurent pas dans ce tableau. Pour la France, les données correspondent aux estimations de l'Insee publiées le 7 mai. Pour l'Allemagne, l'Espagne, l'Estonie, la France, le Portugal et le Royaume-Uni, les estimations relatives aux activités immobilières ont été réajustés à partir des sources nationales, dans la mesure où les estimations et hypothèses nationales concernant ce secteur sont supposées ne s'appliquer qu'aux activités immobilières hors loyers imputés des logements occupés par leurs propriétaires. Pour l'Espagne, les chiffres indiqués correspondent au scénario d'interruption modérée avec effets de contagion retenu par Prades Illanes et Tello Casas (2020), complété par des informations émanant de la Banque d'Espagne (2020). Le choc sur les activités de location immobilière et les activités des entreprises est supposé s'appliquer dans les mêmes proportions aux activités immobilières et aux activités professionnelles. Pour le Portugal, la Banque du Portugal ne communique pas de données sur la baisse de l'activité agrégée pour l'ensemble de l'économie, l'industrie, le secteur manufacturier, le transport et l'entreposage et le commerce de gros et de détail. Les valeurs indiquées correspondent à des estimations de l'OCDE établies à partir des données issues des comptes nationaux et des chiffres relatifs aux baisses dans les différents secteurs utilisés par la Banque du Portugal.

Source : Banque d'Italie ; Banque d'Espagne ; Banque du Portugal ; institut allemand de recherche économique (*Ifo Institut*) ; Insee ; *Office for Budget Responsibility* ; et calculs de l'OCDE.

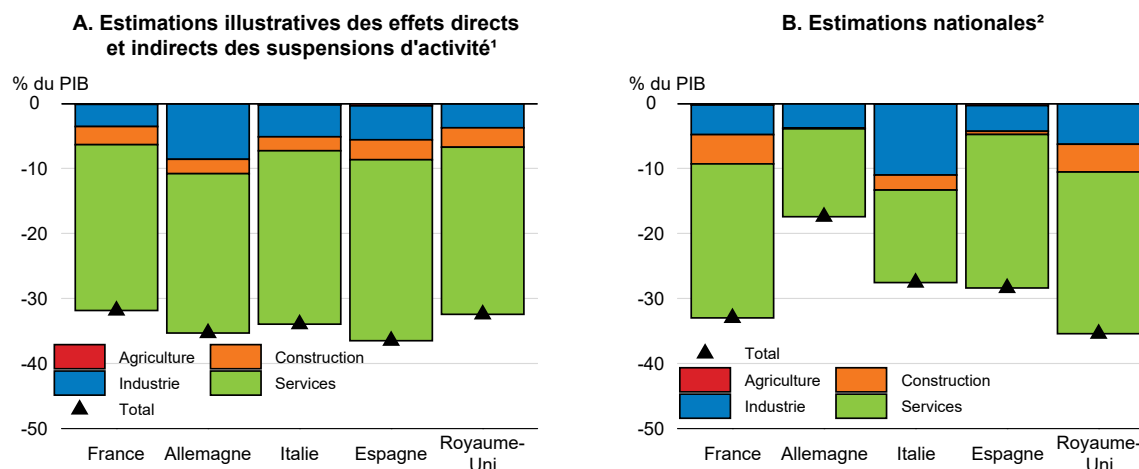
Globalement, les secteurs dans lesquels des suspensions d'activité avaient été posées comme hypothèse aux fins des estimations de référence de l'OCDE représentent entre 50 et 75% de l'impact agrégé sur le PIB tel qu'il ressort des estimations nationales. Les principales différences avec les hypothèses de référence de l'OCDE concernent le commerce de gros et de détail, les activités professionnelles et les activités immobilières, pour lesquels l'impact sur l'activité prévu dans les estimations nationales est plus faible que dans les estimations de l'OCDE. Étant donné les signes de faiblesse des ventes au détail observés dans de nombreuses économies en mars et avril, il est probable que les différences concernant le commerce de gros et de détail résultent principalement de l'hypothèse de référence implicite pour le commerce de gros (c'est-à-dire une baisse de 75 %).

Malgré des différences sectorielles, l'impact global sur l'activité qui ressort des estimations illustratives de l'effet des suspensions d'activité produites par l'OCDE est, dans ses grandes lignes, similaires à celui qui figure dans les estimations nationales des pays ayant pris des mesures d'endiguement strictes comme l'Italie, la France, l'Espagne ou le Royaume-Uni, avec un recul de l'activité de quelque 30 % ou plus (graphique 2.9), la contribution des secteurs de services à ce déclin étant la plus importante. Il en découle que l'impact dans les secteurs pris en compte dans les estimations de l'OCDE pourrait être collectivement moins important qu'on ne le supposait, tandis que l'impact dans d'autres catégories de l'économie (y compris du fait des effets indirects liés aux chaînes d'approvisionnement) pourrait être plus conséquent. La plus grande différence concerne l'Allemagne, où les estimations de l'impact sur l'activité faites par l'Ifo (2020) sont quasiment inférieures de moitié à l'estimation illustrative de l'OCDE. Environ deux cinquièmes de cet écart tient à des différences d'appréciation et d'hypothèses concernant l'activité dans la fabrication de matériels de transport et la construction.

Dans la plupart des autres pays, dont les États-Unis et le Canada, aucune estimation nationale ou analyse par scénario équivalente n'est directement accessible. Cependant, il est possible que, comme dans le cas de l'Allemagne, le déclin global de la production y soit plus modeste que dans les estimations illustratives de référence, qui étaient parties de l'hypothèse de mesures de confinement identiques pour tous les pays. Un tel résultat serait cohérent avec les résultats des enquêtes auprès des entreprises et les indicateurs d'activité à haute fréquence (voir le chapitre 1). Ceux-ci laissent également entrevoir, en Allemagne et dans certaines économies plus modestes, des reculs certes importants, mais moins marqués que dans les autres grandes économies européennes.

Graphique 2.9. Différences entre les estimations nationales de l'impact des suspensions d'activité et les estimations illustratives de l'OCDE

Pourcentage du PIB, à prix constants



1. Ces estimations combinent l'impact direct illustratif des suspensions d'activité auquel s'ajoutent les effets de contagion liés aux chaînes d'approvisionnement.

2. Les estimations nationales proviennent des sources suivantes : Insee (2020) pour la France, Ifo (2020) pour l'Allemagne ; Banque d'Italie (2020) pour l'Italie ; Prades Illanes et al (2020) pour l'Espagne (le graphique illustre le scénario de fermeture modérée avec effet de contagion) ; et OBR (2020) pour le Royaume-Uni.

Source : Institut allemand de recherche économique (*ifo Institut*) ; Banque d'Espagne ; Insee ; Office for Budget Responsibility (OBR) ; Banque d'Italie ; OCDE, comptes nationaux annuels ; base de données pour l'analyse structurelle (STAN) ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934140582>

1.1. Références

ACEA (2020), « Production Impact of Covid-19 on the European Auto Industry », Association des constructeurs européens d'automobiles, consulté le 19 mai 2020.

Australian Bureau of Statistics (2020), « Business Indicators, Business Impacts of COVID-19, April 2020 », communiqué de presse, 4 mai.

Banque d'Italie (2020), *Quarterly Bulletin*, 2/2020.

Banque d'Espagne (2020), « Reference Macroeconomic Scenarios for the Spanish Economy after Covid-19 », *Economic Bulletin* 2/2020.

Banque du Portugal (2020a), *Results of Fast and Exceptional Enterprise Survey COVID-19 (COVID-IREE)*, Semaine du 13 au 17 avril 2020.

Banque du Portugal (2020b), « The Economic Impact of the Pandemic Crisis », *Economic Bulletin*, mai 2020.

Banque d'Estonie (2020), *Estonian Economy and Monetary Policy*, 1/2020.

Banque du Canada (2020), *Rapport sur la politique monétaire*, avril 2020.

Banque nationale de Belgique (2020), « Les lourdes conséquences de la crise du coronavirus sur les entreprises belges induisent un report massif des investissements », communiqué de presse, avril 17, <https://www.nbb.be/fr/articles/les-lourdes-consequences-de-la-crise-du-coronavirus-sur-les-entreprises-belges-induisent-un>.

- Battistini, N. et G. Stoevsky (2020), « Alternative Scenarios for the Impact of COVID-19 Pandemic on Economic Activity in the Euro Area », *Economic Bulletin*, Banque centrale européenne, 3/2020.
- BIAC (2020), *2020 Economic Policy Survey*, Business at OECD (BIAC), mai 2020.
- Banque centrale d'Irlande (2020), *Quarterly Bulletin*, avril 2020.
- CSO (2020), *Business Impact of Covid-19 Survey*, Central Statistics Office statistical release, 1^{er} mai.
- Dorn, F. et al. (2020a), « The Economic Costs of the Coronavirus Shutdown for Selected European Countries: A Scenario Calculation », *EconPol Policy Brief* 25, avril 2020.
- Dorn, F. et al. (2020b), « Die volkswirtschaftlichen Kosten des Corona-Shutdown für Deutschland: Eine Szenarienrechnung », *ifo Schnelldienst*, 2020, 73, n° 04, (disponible en anglais sous le titre "The Economic Costs of the Coronavirus Shutdown for Germany: A Scenario Calculation"), *EconPol Policy Brief*, n° 21, mars 2020.)
- Dunn, A., K. Hood et A. Driessen (2020), « Measuring the Effects of the Covid-19 Pandemic on Consumer Spending Using Card Transaction Data », *BEA Working Paper Series*, WP2020-5.
- ELSTAT (2020), « Statistical data on Enterprises under Suspension of Operation due to the Pandemic of the Coronavirus Disease 2019 (Covid-19) », communiqué de presse de l'institut grec de la statistique, 16 avril.
- Ifo Institute (2020), « German Economic Output Collapses by 16 Percent during Coronavirus Shutdown », communiqué de presse, 28 avril.
- Insee (2020), *Points de conjoncture*, Institut national de la statistique et des études économiques, 7 mai.
- OBR (2020), « Commentary on the OBR Coronavirus Scenario », Office for Budget Responsibility, 14 avril, https://cdn.obr.uk/Coronavirus_reference_scenario_commentary.pdf.
- OCDE (2020a), « Évaluer l'impact initial des mesures visant à limiter la propagation du Covid-19 sur l'activité économique », *série Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*.
- OCDE (2020b), « Corporate Sector Vulnerabilities during the Covid-19 Outbreak: Assessment and Policy Responses », *série Les réponses de l'OCDE face au coronavirus (COVID-19)*.
- ONS (2020), « Coronavirus and the Economic Impacts on the UK », Office for National Statistics press release, 7 mai.
- Prades Illanes, E. et P. Tello Casas (2020), « The Heterogeneous Economic Impact of Covid-19 Among Euro Area Countries and Regions », *Economic Bulletin*, 2/2020, Banque d'Espagne.
- Statistique Canada (2020), « Enquête canadienne sur la situation des entreprises : les répercussions de la COVID-19 sur les entreprises au Canada, mars 2020 », *communiqué de presse*, 29 avril.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Note de réflexion 1 : Évaluer l'impact des mesures visant à limiter la propagation du COVID-19 sur l'activité et les dépenses », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/cac29c7c-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.